

Point de Presse du Conseil d'Etat

5 juin 2013

La version Internet fait foi

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale	4
Déjeuner en l'honneur de M. Pascal Lamy, directeur général sortant de l'OMC.....	4
Partenariat stratégique entre Genève et Beijing	4
Aide financière au Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones.....	5
Genève-Confédération	6
Nouveau concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande	6
Collaboration avec des autorités étrangères et protection de la souveraineté suisse.....	6
Oui avec réserve au projet d'ordonnance fédérale sur les taximètres.....	7
Genève.....	8
Dixième séance de la <i>task force</i> Merck Serono.....	8
Surpopulation à la prison de Champ-Dollon : point de situation et pistes à court terme	9
Baser le développement du réseau des transports publics sur des indicateurs consolidés	10
Championnat suisse de basketball : félicitations adressées aux Lions de Genève	11
Aide financière à diverses associations du domaine du théâtre.....	12
Modification de la loi concernant la Fondation du Vieux-Carouge.....	12
Votation populaire fixée au 22 septembre 2013	13
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Cologny	13
Agenda des invitations à la presse	15

Genève internationale

Déjeuner en l'honneur de M. Pascal Lamy, directeur général sortant de l'OMC

Le Conseil d'Etat a reçu ce jour à déjeuner M. Pascal Lamy, directeur général de l'[Organisation mondiale du commerce \(OMC\)](#), à l'occasion de son départ annoncé le 8 mai dernier.

M. Lamy est le cinquième directeur général de l'OMC. Elu à la tête de l'organisation avec effet au 1^{er} septembre 2005, il a été reconduit à ce poste en 2009. Il avait déjà été reçu par le Conseil d'Etat à ces deux occasions (voir points de presse des [28 novembre 2005](#) et [6 mai 2009](#)). M. Lamy sera remplacé à la direction générale de l'OMC, le 1^{er} septembre prochain, par M. Roberto Carvalho de Azevedo (Brésil).

Partenariat stratégique entre Genève et Beijing

Le 16 septembre prochain, le président du Conseil d'Etat se rendra en Chine afin de signer un accord de partenariat entre le canton de Genève et la ville de Beijing.

La Chine et la Suisse ont une longue histoire commune. Alors que la Chine s'appuie sur la Suisse pour ancrer sa présence européenne, la Suisse a été l'un des premiers Etats à reconnaître la République populaire de Chine (RPC) en janvier 1950, et même le premier Etat occidental à institutionnaliser un dialogue sur les droits de l'homme avec l'Empire du Milieu, en 1991.

Après l'ouverture à Genève du premier Institut Confucius de Suisse en 2011, l'inauguration de la ligne aérienne directe entre Genève et Beijing le 7 mai dernier a mis la Chine à quelque heures de la ville du bout du lac. Ce rapprochement est encore souligné par la conclusion récente des négociations sur l'accord de libre échange entre la Suisse et la RPC, la visite en Suisse ce mois-ci du premier ministre chinois, M. Li Ke Qiang, et les voyages que divers conseillers fédéraux entreprendront en Chine en 2013.

Ce riche contexte et la nécessité de faire vivre la nouvelle liaison aérienne ont convaincu le Conseil d'Etat d'accepter la proposition du maire de la ville de Beijing de signer un accord de partenariat. Un groupe de travail interdépartemental travaille d'ores et déjà, sous la direction du Conseil d'Etat, à concrétiser ce partenariat. Celui-ci s'ajoute au texte similaire signé par Genève avec la province de Hubei, par exemple, ainsi qu'au protocole d'entente signé en 2007 entre la Confédération et la RPC dans le but d'intensifier les consultations politiques et de renforcer les relations bilatérales.

Cette signature, le 16 septembre, sera l'occasion d'organiser à Beijing des journées genevoises, articulées autour de la venue d'une délégation d'entreprises du canton intéressées à mieux connaître le pôle de croissance qu'est la Chine contemporaine. Le programme, préparé avec l'aide du Swiss Business Hub de l'ambassade de Suisse, la Chambre de commerce sino-suisse et la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, prévoit des rencontres individuelles entre entrepreneurs chinois et genevois, une séance avec le bureau des affaires économiques de la ville de Beijing et avec la principale organisation patronale chinoise, ou encore la visite de zones industrielles et de succursales d'entreprises suisses à Beijing.

Les entreprises intéressées à se joindre à la délégation genevoise à Beijing peuvent s'adresser à la chancellerie d'Etat jusqu'au 28 juin.

La culture n'est pas oubliée, puisque la Haute école de musique de Genève (HEM), partenaire du Conservatoire de musique de Beijing, organisera des concerts dans cette ville durant le séjour de la délégation genevoise. La Haute école d'art et de design (HEAD) fournira des visuels de l'artiste franco-suisse Ruedi Baur.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant M. Nicolas Merckling, chef du service communication et information, CHA, ☎ 022 327 90 80 ou 078 684 01 54.

Aide financière au Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones

Le Conseil d'Etat a décidé de reconduire le contrat de prestations du [Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones \(doCip\)](#) et de lui accorder une indemnité monétaire annuelle de 60'000 francs en 2013, 2014 et 2015.



Cette organisation non gouvernementale (ONG) a été créée à Genève en 1978. Elle fournit aux délégations des peuples autochtones un secrétariat permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. De telles délégations sont actives à Genève depuis 1920 et représentent potentiellement 350 millions de personnes.

Le doCip documente et assiste ces délégations dans la préparation de leurs interventions auprès du mécanisme d'experts de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et du comité du Haut commissariat des droits de l'homme pour l'élimination des discriminations raciales. Il intervient par ailleurs, selon les sujets, auprès du Conseil des droits de l'homme. Le Tribunal pénal international et la Commission des affaires étrangères du parlement européen consultent également cette ONG, ainsi que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, dans le cadre de négociations visant à préparer un document international protégeant légalement les savoirs traditionnels.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Genève-Confédération

Nouveau concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande

Le Conseil d'Etat a transmis au président de la [Conférence latine des chefs des départements de justice et police \(CLDJP\)](#) son aval à la version finalisée du projet de concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande.

Le gouvernement cantonal est en effet convaincu de l'opportunité d'adapter le [concordat actuel](#) – entré en vigueur pour Genève en 1993 – à l'évolution importante constatée dans les besoins de coopération intercantonale en Suisse romande.

En l'espèce, le concordat doit être étendu à l'échange de données de police judiciaire, ainsi qu'à la réalisation de diverses synergies dans les domaines opérationnels, techniques, scientifiques et logistiques, comme dans la formation y relative.

Les cantons sont souverains en matière de police pour assurer sur leur territoire la sécurité et l'ordre public. Ils disposent à ce titre d'un effectif, d'une organisation et d'un équipement pour répondre aux besoins ordinaires. Certains événements auxquels un canton doit faire face exigent toutefois l'engagement de moyens plus importants ou plus spécialisés que ceux dont il dispose. Les cantons y font face en réglant la mise en commun de leurs moyens dans un concordat, soit une convention intercantonale.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Collaboration avec des autorités étrangères et protection de la souveraineté suisse

Dans le cadre d'une procédure de consultation du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat a pris position sur un [projet de loi fédérale concernant la collaboration avec des autorités étrangères et la protection de la souveraineté suisse](#), ainsi que sur un [projet d'arrêté fédéral](#) portant approbation des [conventions du Conseil de l'Europe sur la notification à l'étranger des documents](#) et [sur l'obtention à l'étranger d'informations et de preuves en matière administrative](#).

Le Conseil d'Etat salue, de manière générale, l'ampleur et la qualité du travail accompli pour tenter de régler au mieux trois domaines à la fois distincts et liés : celui de la coopération entre autorités suisses et étrangères, celui de la mise en œuvre de l'article 271 du [Code pénal suisse](#) et celui de la prévention de possibles violations de la souveraineté suisse. Le choix de les réunir sous une loi unique présente un avantage pratique.

Le gouvernement juge néanmoins peu opportun et praticable le système prévu à l'article 25 du projet pour prévenir de possibles violations de la souveraineté suisse. Il suggère d'autoriser le Conseil fédéral à tenir

compte, en équité, des effets de certaines mesures prises sur les personnes touchées de façon importante et particulière.

Le Conseil d'Etat estime enfin que la ratification des deux conventions citées en référence complètera par ailleurs opportunément la réglementation de la collaboration administrative de notre pays avec les Etats européens.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Oui avec réserve au projet d'ordonnance fédérale sur les taximètres

Le Conseil d'Etat a pris connaissance d'un [projet d'ordonnance fédérale sur les taximètres \(OTam\)](#) mis en consultation par le Département fédéral de justice et police (DFJP), qui vise à mieux protéger les consommateurs.

Le gouvernement genevois salue les propositions du DFJP, qui reprennent les prescriptions de l'Union Européenne afin d'introduire, dans ce domaine, des règles applicables à la mise sur le marché.

Toutefois, le Conseil d'Etat ne peut adhérer au principe selon lequel les propriétaires de taxis peuvent procéder par eux-mêmes au contrôle précité. En effet, il s'agirait d'un précédent problématique puisque l'ensemble des autres contrôles/mesures de « stabilité » des appareils/machines sur Genève sont réalisés par un organisme indépendant des détenteurs.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Dixième séance de la *task force* Merck Serono

La *task force* Merck Serono s'est réunie pour la dixième fois vendredi 31 mai 2013. Cette séance a été l'occasion de se réjouir du rachat du bâtiment de Merck Serono par la Fondation Bertarelli, de la création de l'Institut Wyss en partenariat avec l'Université de Genève et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) sous le nom de « Campus Biotech », et des opportunités de développement offertes par ce partenariat public-privé dans le domaine des sciences de la vie et de la biotechnologie en général. Une première vision de l'organisation du site a pu être présentée. Les perspectives d'emplois offertes par ce secteur innovant et en pleine expansion ont aussi été étudiées au regard des derniers chiffres de l'office cantonal de l'emploi (OCE). Des propositions ont été élaborées afin d'aider à la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi.

Ce partenariat est pour l'arc lémanique, treize mois après l'annonce du groupe allemand de se séparer de son siège genevois, une opportunité unique et exceptionnelle de prendre une position enviable parmi les *leaders* mondiaux dans le secteur des sciences de la vie et de la biotechnologie. Il n'existe, aujourd'hui, qu'un seul autre Institut Wyss dans le monde : il est sur le campus de Harvard, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Cambridge (Etats-Unis).

Le professeur Denis Hochstrasser a dressé les grandes lignes que pourrait choisir ce Campus Biotech qui, outre l'Institut Wyss et des laboratoires de l'Université de Genève et de l'EPFL, devrait accueillir de nombreuses structures, déjà dans le courant de l'été. Ainsi, le paysage cantonal des hautes écoles sera enrichi d'un nouveau partenaire. Le Conseil d'Etat se félicite de ces collaborations qu'il a constamment encouragées ces dernières années entre institutions de l'enseignement supérieur.

La société Geneva Biotech Center (GBC) SA a été enregistrée le 2 mai 2013 ; son équipe, constituée d'anciens employés de Merck, dispose maintenant de plusieurs projets intéressants et est actuellement à la recherche de fonds pour le recrutement des premiers collaborateurs. La création d'une antenne du GBC en France, à Archamps, a également été évoquée.

La *task force* s'est aussi attachée, dans le cadre de Campus Biotech, à recenser les opportunités pour les employés de Merck Serono encore à la recherche d'un emploi.

Au 30 mai 2013, 280 personnes étaient encore inscrites auprès de l'OCE ou au Pôle Emploi, du côté français. Lors de la première séance, en juin 2012, tous les membres de la *task force* avaient affirmé leur souhait de préserver le plus grand nombre d'emplois possible. Vendredi 31 mai 2013, cette résolution a été une nouvelle fois réaffirmée. Cet engagement en faveur de l'emploi s'articulera en deux étapes.

Une cellule de coordination, réunissant l'OCE, Pôle Emploi et le syndicat Unia a été chargée de cibler les attentes des employeurs en leur faisant parvenir des *curriculum-vitae* anonymisés, l'OCE assurant ensuite la mise en relation entre les employeurs et les demandeurs d'emploi.

Dans un deuxième temps, cette cellule aura pour mission d'organiser, durant la première quinzaine du mois de septembre, une *job fair* transfrontalière qui réunira les demandeurs d'emplois autour des employeurs potentiels, les membres de BioAlps et des acteurs français de Lyon Biopôle, et les milieux académiques. Le

Campus Biotech, dont le périmètre d'action et les acteurs auront été clairement identifiés durant la période estivale, pourra ainsi émettre des offres d'emploi en adéquation avec les besoins des nouveaux occupants.

La *task force*, présidée par M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat chargé des affaires régionales, de l'économie et de la santé, a permis de réunir Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat chargée de la solidarité et de l'emploi, M. Christian Dupessey, maire d'Annemasse, des représentants de l'OCE et de l'unité de l'enseignement supérieur du département de l'instruction publique, de la culture et du sport, M. Jesus Martin-Garcia, directeur de l'incubateur Eclosion, M. Alessandro Pelizzari, secrétaire régional du syndicat UNIA, ainsi que le directeur du service de la promotion économique genevoise (SPEG). Le professeur Denis Hochstrasser, vice-recteur de l'Université de Genève et responsable de médecine génétique et de laboratoire aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), et le professeur Francis Waldvogel, ancien président des écoles polytechniques fédérales et président du Fonds d'investissement Novartis, étaient une nouvelle fois présents.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant M. Serge Baehler, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 17 ou 078 432 06 27 ; Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint chargé de communication, DSE, ☎ 022 327 92 04 ou 079 935 86 75 ; M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, en contactant Mme Emmanuelle Lo Verso, secrétariat général, DARES, ☎ 022 546 88 10 ou 079 955 44 29.

Surpopulation à la prison de Champ-Dollon : point de situation et pistes à court terme

Conscient des risques inhérents à la surpopulation qui perdure au sein de la prison de Champ-Dollon, le Conseil d'Etat suit attentivement toutes les pistes envisageables qui pourraient contribuer à améliorer les conditions de détention et à diminuer les tensions au sein de l'établissement, notamment en prévision de la hausse des températures en période estivale.

Compte tenu des taux d'occupation élevés des établissements des autres cantons, dans lesquels plus d'une centaine de détenus genevois sont déjà accueillis pour exécuter leur peine, l'urgence réside dans la mise en œuvre de mesures immédiates, matérielles et organisationnelles.

Planification pénitentiaire

Le Conseil d'Etat tient à rappeler que la seule issue à moyen et long terme reste la construction de nouvelles places de détention. La planification pénitentiaire adoptée par le Conseil d'Etat en novembre 2012 résoudra le problème à moyen terme, mais elle ne connaîtra ses premiers effets qu'en 2014 et les résultats interviendront graduellement jusqu'en 2017, date à laquelle le nombre de places de détention aura plus que doublé, de même que les effectifs. Des moyens supplémentaires seront également alloués pour les mesures d'accompagnement et de réinsertion, la détention n'étant pas une fin en soi, mais bien une phase de transition.

La première étape significative de cette planification se concrétisera avec la mise en service de l'établissement Curabilis dès le début du mois d'avril 2014. Par anticipation aux constructions à venir et vu l'ouverture par étapes de Curabilis, le Conseil d'Etat a décidé ce jour d'autoriser le département de la sécurité à utiliser deux des quatre pavillons de mesure de l'établissement Curabilis pour y créer trente places d'exécution de peine qui s'ajouteront aux vingt-deux places offertes dans l'enceinte de Champ-Dollon par le déménagement de la Pâquerette à Curabilis. Cela porte à cinquante-deux le nombre de places de détention supplémentaires à l'horizon du 1^{er} avril 2014.

Plusieurs pistes écartées en l'état

Plusieurs idées ont été lancées ces dernières semaines, dont les médias se sont fait le relais, et qui ont donné lieu à diverses rencontres avec les milieux concernés (corps médical, militaires, avocats). Après une analyse approfondie, tant le déplacement du service médical de Champ-Dollon et l'utilisation de la place ainsi libérée à

des fins de détention (projet « New Medico light »), que l'aménagement provisoire de la caserne des Vernets ont été écartés en l'état, pour des raisons de coûts, de délais et de sécurité.

Solution encore à l'étude

En termes de bâtiment, la solution qui consiste à implanter une construction provisoire visant à créer des places d'incarcération à l'intérieur ou à l'extérieur de l'enceinte de Champ-Dollon reste une piste envisagée, qui nécessite une étude approfondie en termes de coûts et de délais, toute solution dépassant les échéances de la planification pénitentiaire en cours ne présentant que peu d'intérêt.

Solutions à court terme : l'augmentation des effectifs

Avec un taux d'occupation supérieur à 200%, la prison de Champ-Dollon doit impérativement adapter sa structure d'encadrement des détenus, pour garantir la sécurité requise dans un établissement de détention mais également pour permettre de maintenir les activités devant être mises à disposition des détenus, notamment l'accès aux ateliers et aux promenades. Afin d'atteindre un ratio gardiens/détenus satisfaisant, le Conseil d'Etat a autorisé l'engagement anticipé de quatre-vingt-cinq nouveaux gardiens sous statut F 1 50 et de cinq auxiliaires administratifs en statut B 5 05.

Le recrutement rapide de nouveaux gardiens ne peut être efficace que si des moyens sont mis en œuvre pour assurer leur formation. L'office cantonal de la détention a créé en début d'année 2013 un centre de formation, qui remplace désormais l'école des gardiens de Champ-Dollon et qui prendra en charge la formation de base et continue de l'ensemble du personnel de l'office, sans distinction des statuts. L'arrivée probable des gardiens retraités, telle que souhaité par le département et les représentants du personnel, devrait permettre une transmission d'expérience et un encadrement vis-à-vis des nouveaux gardiens.

Mesures visant à améliorer les conditions de détention au sein de la prison

Dans son dernier rapport, la commission nationale de prévention de la torture relevait plusieurs éléments visant à améliorer les conditions de vie des détenus, que la direction de la prison a pris en main rapidement. Les équipes de nettoyage ont été renforcées, de nouveaux lits ont été commandés et deux lignes téléphoniques supplémentaires seront installées prochainement, moyennant des installations techniques et quelques travaux d'appoint. Par ailleurs, afin de renforcer la sécurité périphérique de la prison, des travaux de rehaussement du mur d'enceinte de Champ-Dollon vont être entrepris sans délais.

Dans la situation actuelle de surpopulation, la marge de manœuvre en cas de coup dur est devenue inexistante au sein même de la prison de Champ-Dollon. Afin de pouvoir assurer une prise en charge adéquate des détenus en cas de trouble, le Département fédéral de justice et police a été saisi d'une demande du Conseil d'Etat visant à permettre de doubler le nombre de places de détention de l'établissement d'exécution de peine de la Brenaz (augmentation de 68 à 136 places). Cette mesure provisoire, qui n'entre pas dans les contingences fédérales ordinaires en matière d'exécution de peine, doit permettre le cas échéant, dans l'attente de futures constructions planifiées, de pouvoir compter sur une soupape de sécurité.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Baser le développement du réseau des transports publics sur des indicateurs consolidés

Pour permettre une communication objective sur la performance du réseau genevois, le Conseil d'Etat souhaite dorénavant disposer, de façon régulière et systématique, d'indicateurs quantitatifs supplémentaires tant de la part de la communauté tarifaire intégrale Unireso que des Transports publics genevois (TPG).

Dans un arrêté adopté ce jour, il demande donc à Unireso et aux TPG de fournir chaque mois à l'autorité organisatrice les statistiques de ventes des titres de transport « Tout Genève » (chiffre d'affaires et nombre d'abonnements annuels et mensuels), de même que le nombre de réclamations observées sur le réseau. En

matière de fréquentation, le Conseil d'Etat souhaite également disposer chaque trimestre du nombre de voyages et voyages-kilomètres sur les réseaux des tramways, trolleybus et trams, de même que des indicateurs relatifs à la bonne marche et à la stabilité du réseau TPG.

A l'instar de ce qui se pratique déjà avec d'autres établissements ou entités publiques, ces données seront par ailleurs transmises par le département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement à l'office cantonal de la statistique, et par conséquent mis à la disposition régulière du public.

Les premiers résultats chiffrés, correspondant à l'ensemble du 1^{er} semestre 2013 et respectant ainsi les modalités arrêtées par le Conseil d'Etat, seront disponibles à compter de la mi-août 2013.

Cette nouvelle exigence va au-delà de ce qui est actuellement prévu par les contrats de prestations liant l'Etat à ces deux entités, à savoir la fourniture de ces informations statistiques par le biais du rapport annuel sur la réalisation de l'offre des TPG ou/et des rapports de gestion, disponibles généralement entre la fin du premier trimestre et la mi-année.

Cette disposition s'inscrit dans une série de mesures visant à mieux connaître le fonctionnement du réseau et les habitudes de ses usagers. Parmi elles figurent l'enquête menée actuellement par la Direction générale de la mobilité en collaboration avec tous les opérateurs sur les origines-destinations dans le bassin genevois, ou encore la mise en œuvre progressive, dès l'an prochain, d'un observatoire de données standardisées sur les transports collectifs afin d'en suivre l'évolution de manière plus précise et fiable.

Elle préfigure aussi la volonté du Conseil d'Etat d'encadrer davantage les aspects statistiques et de développer les indicateurs y relatifs, plus particulièrement dans le cadre du futur contrat de prestations TPG, qui portera effet dès 2015.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 12.

Championnat suisse de basketball : félicitations adressées aux Lions de Genève

Le Conseil d'Etat a adressé aux Lions de Genève – par l'intermédiaire de leur président, M. Imad Fattal – ses plus chaleureuses félicitations pour le titre de champion suisse de la ligne nationale A de basketball, obtenu au terme du cinquième match décisif vendredi 31 mai 2013 au Grand-Saconnex.

La saison 2012-2013 restera dans les mémoires, avec un championnat d'une rare intensité et des rencontres serrées, pour aboutir à une finale à la fois grandiose contre les Lugano Tigers et historique pour Genève, qui convoitait ce titre depuis vingt-cinq ans. Le gouvernement a également tenu à souligner que l'esprit qui règne au sein du club fait honneur au canton.

Le Conseil d'Etat salue tout particulièrement le capitaine de l'équipe, M. Vladimir Buscaglia, qui met un terme à sa carrière sur ce titre de champion suisse, ainsi que l'entraîneur, M. Ivan Rudez, qui a su guider cette talentueuse équipe sur la voie de la réussite.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.

Aide financière à diverses associations du domaine du théâtre

Le Conseil d'Etat a octroyé divers montants à des compagnies de théâtre indépendantes, pour un total de 145'000 francs répartis sur 2013 et 2014.

Ces aides sont destinées à permettre la création de spectacles de théâtre et de marionnettes, ainsi que de performances sur plusieurs scènes genevoises : le théâtre de Saint-Gervais, le théâtre de la Traverse et le théâtre de l'Orangerie, de même que le Festival de la Bâtie.

Les organismes bénéficiaires, tous constitués en associations à but non lucratif, sont les suivants :

- Les Bamboches
- La Compagnie Carré Rouge
- La Helvetic Shakespeare Company
- La Compagnie Angledange
- L'agence Louis-François Pinagot

Le soutien à la création indépendante s'inscrit dans la politique culturelle menée par le canton afin de favoriser la diversité artistique et d'encourager l'accès de tous à la culture.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Modification de la loi concernant la Fondation du Vieux-Carouge



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil une modification de la loi concernant la Fondation du Vieux-Carouge.

Cette fondation a été créée par une loi du 13 septembre 1969 et a pour but de contribuer à la rénovation immobilière et au maintien en bon état d'entretien des immeubles du Vieux-Carouge, ainsi qu'à l'aménagement judicieux de ce dernier.

Les statuts de la fondation n'avaient pas subi de changements notables ces dernières décennies alors que les pratiques dans le domaine de la construction et de la gestion de logements, de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que de parkings ont passablement évolué. La Cour des comptes ayant émis des recommandations dans son [rapport d'audit du 28 juin 2011](#), le nouveau conseil de fondation a décidé de les suivre en adaptant les statuts pour clarifier le fonctionnement des organes de la fondation et la mise en place des procédures et documents de référence.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Votation populaire fixée au 22 septembre 2013

Le Conseil d'Etat a arrêté au 22 septembre 2013 la date d'une votation populaire :

- votation cantonale sur la [loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire \(LOJ\) \(Pour renforcer le Tribunal des baux et loyers\) \(10964\), du 22 février 2013](#) ;
- votation communale à Bernex sur la délibération du Conseil municipal de la commune de Bernex du 19 février 2013, donnant son accord à un indice d'utilisation du sol de 0.89 au sens du règlement de construction du village de Lully pour le projet de construction d'un quartier durable sis sur les parcelles Nos 4903 et 4904 fe 24 de la commune de Bernex au chemin de la Pesse et de déroger pour ce même projet à l'exigence d'un plan d'aménagement et un complément préalable apporté au plan directeur, telle qu'énoncée à l'art. 18 du règlement de construction du village de Lully.

A la même date, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire les objets suivants :

- l'[initiative populaire du 5 janvier 2012 « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire »](#) ;
- la [loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme \(Loi sur les épidémies\)](#) ;
- la modification du 14 décembre 2012 de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr; Heures d'ouverture des shops des stations-service).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 5 août 2013, avant midi.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Cologny

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Cologny du 21 mars 2013, ouvrant un crédit d'engagement de 27'143'000 F destiné à financer la construction du Centre communal du Gerdil sur les parcelles No. 78, 79 et 1039, feuille 12, de Cologny, sises chemin de la Mairie.



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- Nombre de signatures annoncées par les déposants : 694
- Nombre de signatures contrôlées : 693
- Nombre de signatures validées : 643

Le nombre de 642 signatures valables requis par la [constitution](#) (art. 77, al. 1, let. a ; voir [également point de presse du 24 avril 2013](#)) pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation communale à Cologny sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 juin 14h00	Inauguration des chemins sans obstacles dans le canton de Genève	Au bord de la jetée du jet d'eau	DIME VGe	Caroline Dallèves (DIME) ☎ 022 546 76 18
14 juin 11h00	Cérémonie de remise des prix du développement durable	Etablissements publics pour l'intégration 105, route des Jeunes 1227 Carouge	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
14 juin 11h00	Renaturation de l'Aire, 3 ^e étape : remise en eau de l'ancien méandre et visite de chantier	Promenade de l'Aire 1232 Confignon	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
17 juin 11h00	Pose de la première pierre de la HEG-Battelle	Site de Battelle 7, route de Drize 1227 Carouge	DU DIP	Rafaële Gross (DU) ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
17 juin 11h30	Lancement du programme « Nature en ville »	Parc du Pommier, rue Sonnex 1218 Grand-Saconnex	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10